

inside

Edition 1/2009

Editeur: Union Pétrolière, Spitalgasse 5, 8001 Zurich
Rédaction: Armin Heitzer, www.petrole.ch
«inside» paraît trimestriellement, tirage: 5100

| | |
|--|---|
| Prix pétroliers bas – un doux poison? | 1 |
| Personnel | 2 |
| Politique climatique suisse, bientôt dans une nouvelle phase | 3 |
| Shops de stations-service la nuit: appréciés des consommateurs, proscrits officiellement | 5 |
| Réserves de pétrole, production et raffinage – trois augmentations | 6 |
| Produits pétroliers 2008: progression des ventes | 7 |
| Spots | 8 |



Négociant en pétrole à Houston.

Illustration: © BP p.l.c.

Prix pétroliers bas – un doux poison?

Le prix du pétrole est redescendu au niveau de 2004. Il constitue l'un des rares facteurs de stimulation à court terme de l'économie mondiale, au milieu d'une récession mondiale amorcée. Pourtant des voix critiques se font déjà entendre: les prix pétroliers bas renferment-ils à moyen terme le germe de la prochaine hausse?

Le marché international du pétrole de 2008 a été marqué par une hausse sans précédent des cotations du pétrole brut durant le premier semestre, suivie par un effondrement encore plus brutal des prix dans le second semestre. Un baril de brut Brent, de la mer du Nord, qui fait référence pour le marché européen, coûtait 90 dollars US au début de l'année, pour passer ensuite à 146 dollars en juillet et finir en baisse à 40 dollars à la fin décembre. Ce niveau avait été atteint la dernière fois à la fin de 2004.

Détente sensible du marché

De nombreux analystes du marché ont été moins surpris par le renversement de tendance que par la rapidité et l'ampleur de la correction. Le rapport annuel¹ de

l'année dernière avertissait déjà de se garder de l'illusion de croire que les cotations n'évolueraient que dans une direction: vers le haut. Car la demande d'énergie en général et les besoins de pétrole en particulier reflètent l'économie réelle. Comme nous l'avons exposé dans le rapport annuel de 2007, «une récession conjoncturelle influencerait rapidement la demande et du même coup le prix du pétrole». Cette évaluation s'est réalisée au milieu de 2008 après avoir constaté, suite au ralentissement de la conjoncture, un recul de la demande de carburants aux Etats-Unis, le plus gros consommateur mondial de produits pétroliers.

La situation économique mondiale qui s'est assombrie a aussi entraîné l'arrêt du boom de la demande énergétique des dernières années, dans des régions à fort taux de croissance (Chine, Inde). C'est la nouvelle évaluation de facteurs fondamentaux (réels ou présumés), notamment la demande, qui a entraîné la baisse des prix. L'âpreté de la correction laisse toutefois transparaître le fait que les fluctuations de prix des dernières années ont été renforcées par l'engagement d'acteurs qui n'étaient pas intéressés au produit physique. Aussi bien la plus forte volatilité

¹ Rapport annuel 2007 de l'Union Pétrolière www.petrole.ch

Personnel



Le conflit du gaz entre la Russie et l'Ukraine au début de l'année, en pleine période de froid, a réactivé la discussion sur la sécurité de l'approvisionnement. Ce fait, allié à l'annonce d'intention faite quelques semaines auparavant par certains pays producteurs de gaz de se regrouper en une «OPEP du gaz», a fait croire à quelques-uns que le gaz naturel deviendra désormais aussi une arme politique. La Russie, l'Iran et autres fournisseurs pourraient pratiquer une politique de force en fermant le robinet du gaz. La discussion portait sur une plus grande dépendance, voire de menace de chantage, pour nous consommateurs de l'Ouest. De telles craintes sont certes compréhensibles dans la mesure où certains Etats tiers au sud-est de l'Europe n'ont plus été approvisionnés en gaz naturel, contrairement à 2006 durant la première phase de la dispute entre la Russie et l'Ukraine. Par son comportement, la Russie voulait sans doute lancer un avertissement en direction de l'Ukraine, pour qu'elle n'oriente pas à l'extrême sa politique vers l'Ouest.

Finalement, le conflit comportait aussi une raison purement économique: le niveau du prix du gaz. La Russie exigeait un prix du marché que l'Ukraine a refusé. Que les Russes aient voulu et su s'imposer est compréhensible d'un point de vue économique.

«L'arme du gaz naturel (ou du pétrole)» sert peut-être la rhétorique à court terme, mais reste au demeurant passablement inopérante. Car Russes, Iraniens et autres fournisseurs de matières premières dépendent du «business as usual», avec nous les consommateurs – particulièrement dans la situation actuelle des prix bas de l'énergie. La dépendance est de nature réciproque.

Entre-temps, le conflit du gaz, édition 2009, a montré indubitablement qu'en matière de sécurité de l'approvisionnement, le pétrole et le gaz naturel sont placés à la même enseigne, notamment en ce qui concerne leur provenance géographique. Dès lors que l'Europe de l'Ouest n'est approvisionnée en gaz naturel quasiment que par pipeline – contrairement au pétrole – la vulnérabilité potentielle du système reste relativement élevée. C'est pourquoi, il faut exiger de l'industrie gazière qu'elle prenne aussi des mesures préventives dans le domaine des réserves obligatoires, ce que fait d'office l'industrie pétrolière depuis des décennies. Les contrats seuls ne suffisent pas dans «le cas où», aussi invraisemblable soit-il. Les hommes grelottant de froid en Europe du Sud l'ont montré clairement.

Rolf Hartl, directeur UP

des prix, que le rapport entre le pétrole produit physiquement et le pétrole négocié à la Bourse, lequel a été au premier semestre de 1:17 (il y a dix ans 1:4), confirment que les investisseurs dans les matières premières ont renforcé la tendance actuelle.

Où va-t-on?

L'importante baisse du niveau des prix au début de 2009 représente pour les consommateurs un allègement des coûts, bienvenu dans la situation actuelle. L'orientation des prix du pétrole au cours des prochains mois reste néanmoins imprévisible. Il y a trop de facteurs déterminants qui sont imprévisibles en matière de prix, comme l'évolution politique dans les pays producteurs et la situation le long des voies de transport. Toutefois, on peut parfaitement faire des déclarations qualitatives. On peut partir du principe que le ralentissement de la demande se maintiendra aussi longtemps que l'économie mondiale ne connaîtra pas de relance. Cette situation exerce une pression tendancielle sur les prix du pétrole brut, et du même coup sur les pays producteurs pour qui les revenus du pétrole et du gaz représentent souvent la source principale de financement du budget de l'Etat. Par ailleurs, la situation actuelle des prix pétroliers bas comporte le danger de retarder ou supprimer les nouveaux projets d'exploration et d'extraction d'hydrocarbures, qui ont été jugés supportables économiquement dans

l'optique de la hausse des cotations. A cause des longues périodes de démarrage propres aux projets d'investissement dans le secteur du pétrole et du gaz, de tels retards risqueraient d'entraîner, lors du prochain rebond de la demande, une pénurie d'offres comparable à celle d'après 2003.

Le prochain boom de la demande viendra certainement

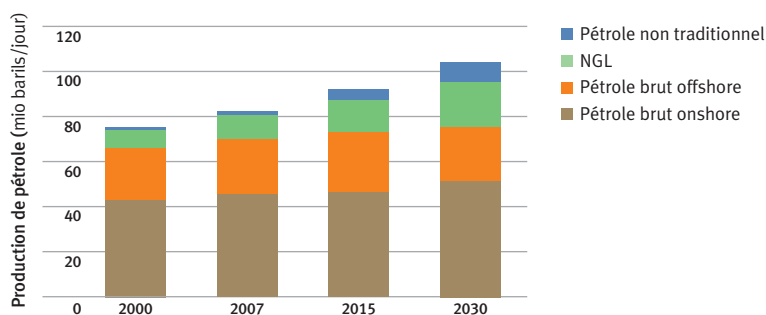
L'accroissement de la demande n'est qu'une question de temps. «World Energy Outlook 2008» de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) table sur une augmentation de la demande de 106 millions de barils par jour (actuellement 85 millions bbl/j) jusqu'en 2030. A ce sujet, la plus grande part de l'augmentation de la demande proviendra des Etats hors de l'OCDE, dont l'énorme besoin de rattrapage dans le secteur de la mobilité accroîtra la consommation de pétrole. Il en va autrement des pays industrialisés de l'hémisphère nord: là, la consommation pétrolière devrait se stabiliser, voire diminuer, en raison d'un rendement énergétique plus élevé, d'une faible croissance de la population et de la concurrence entre les agents énergétiques. Selon l'AIE, le marché a besoin d'ici 2030 d'un apport de pétrole «neuf» de 64 millions de barils par jour pour couvrir l'accroissement des besoins et compenser la baisse de production des gisements pétrolifères existants.

La demande sera encore plus forte pour le charbon et le gaz naturel, en raison notamment des besoins croissants d'électricité, que les deux agents énergétiques fossiles doivent couvrir essentiellement. Dans un tel scénario, il apparaît alors clairement que les émissions de CO₂ ne diminueraient pas, mais augmenteraient. Dans cette perspective, reste la question de la disponibilité des ressources et des investissements nécessaires à leur mise en valeur.

Investissements herculéens et questions ouvertes

L'AIE arrive à la conclusion que le niveau de ressources pétrolières utilisables ne suscite aucune crainte, aussi jusqu'en l'an 2030. Les calculs portent sur les ressources traditionnelles (pétrole brut) et non traditionnelles (par exemple les sables asphaltiques) d'un ordre de grandeur pouvant aller jusqu'à 5,5 billions de barils. A ce jour, on a produit 1,1 billion de barils. Vu sous cet angle, l'ère du pétrole durera encore très longtemps. En réalité, le talon d'Achille se trouve ailleurs, notamment au niveau des investissements nécessaires. Ces derniers doivent s'effectuer dans les pays de l'OPEP, en Russie et dans les Etats d'Asie centrale. La part de production de l'OPEP aujourd'hui de 40% environ s'élèvera ainsi à plus de 50%. Les investissements dans le secteur du pétrole et du gaz naturel (exploration et production) sont estimés à 1 milliard de dollars US par jour pour la période 2007 à 2030 ce qui, du point de vue actuel, pose diverses questions. Certes, les sociétés pétrolières et gazières internationales s'accrochent à leurs plans d'investissement partiellement ambitieux, malgré des prix de l'énergie plus bas, mais aucun signe de ralentissement des activités d'in-

vestissement n'est signalé, du moins auprès des grandes compagnies. Dès lors que les Etats possèdent près des trois quarts des ressources pétrolières et gazières, la politique d'investissement des pays producteurs joue un rôle encore plus important que celle des sociétés privées. Les Etats riches en ressources seront-ils en mesure, financièrement et sur le plan technologique, de mettre sur les marchés le supplément de pétrole nécessaire? A cette fin, feront-ils preuve de bonne volonté (politique) ou ne vont-ils pas, en cette période de grande tentation, utiliser les revenus (réduits) pour financer le budget courant de l'Etat? Comment les relations politiques et économiques entre producteurs et consommateurs évolueront-elles? A quel point les pays producteurs se montreront-ils ouverts aux capitaux et au savoir-faire étrangers? La réponse à ces questions influencera de manière déterminante l'évolution future du prix du pétrole.



Scénario de référence de l'Agence internationale de l'énergie pour le développement de la production globale de pétrole. NGL (= Natural gas liquids): hydrocarbures liquides ou liquéfiés (éthane, propane, butane, pentane et essences naturelles), qui sont produits lors de l'extraction et la purification du gaz naturel. Pétrole non traditionnel: pétroles bruts lourds, sables asphaltiques, Gas to liquids (GTL) et Coal to liquids (CTL). Source: AIE (2008) World Energy Outlook 2008.

Politique climatique suisse, bientôt dans une nouvelle phase

La procédure de consultation sur la révision de la loi sur le CO₂ court jusqu'à mi-mars 2009. Dès 2013, et en concordance avec la suite du protocole de Kyoto, elle remplacera la loi sur le CO₂ de 1999, et définira notre politique climatique jusqu'en 2020. Tout comme avant, le danger subsiste de voir la Suisse concevoir sa politique climatique sous un angle national étroit.

Aucune des deux variantes adoptées par le Conseil fédéral ne convainc. De nombreuses réserves sont émises.

Reprise des scénarios IPCC avec manque de sens critique

Les voix critiques envers l'IPCC (Intergovernmental Panel of Climate Change), dont celles de scientifiques

renommés et anciens membres de l'IPCC, se sont fait entendre clairement depuis peu. Ces derniers mettent en doute, relativisent ou contestent même la contribution de l'être humain au changement climatique, envisagée par l'IPCC. Aujourd'hui, les autorités fédérales ne prêtent malheureusement pas attention aux critiques de l'IPCC. Cela renforce l'impression d'un débat climatique «orienté»: les voix des sceptiques

Abandonner l'aura de la taxe sur le CO₂

La taxe sur le CO₂ ne fait visiblement pas partie des mesures climatiques efficaces en matière de coûts. La doser «équitablement» relève de l'impossibilité. En cela, la taxe CO₂ sur le mazout, entrée en vigueur en 2008, n'a guère produit d'effet du fait de la hausse rapide des prix au cours des cinq dernières années; elle disparaît dans l'effervescence des changements de prix. Et dans le secteur des carburants, le prix incite moins que le revenu disponible des consommateurs. Dans le boom économique des dernières années, les prix élevés des carburants n'ont pas influé sur la consommation, et dans l'actuelle récession, les ventes de carburants diminuent malgré la baisse massive des prix.

Une question se pose de toute façon: du fait des gros besoins financiers pour l'achèvement et la remise en état du réseau routier, n'est-il pas plus judicieux d'utiliser les carburants comme source fiscale pour des investissements à l'intérieur du pays, au lieu de vouloir les assécher par le biais de taxes

d'incitation? C'est pourtant ce que vise la proposition: utiliser la taxe CO₂ sur les combustibles pour financer un programme national d'amélioration thermique des bâtiments. Taxe d'incitation, adieu!

Extension du centime climatique

Dans le contrat conclu en 2005 avec la Confédération, la Fondation Centime Climatique s'engage pour la période de 2008 à 2012, à réduire les émissions de 1,8 million de tonnes de CO₂ par an, dont 0,2 million au moyen de mesures dans le pays-même. La Fondation n'atteindra pas seulement cet objectif, mais apportera encore des réductions supplémentaires de CO₂, de 0,6 million de tonnes par an, ce qui a été conclu récemment dans un avenant avec la Confédération.

Avec une réduction globale de 2,4 millions de tonnes de CO₂, la Fondation fournit la plus grande part à la réalisation des objectifs suisses de Kyoto, au moyen d'une contribution de 1,5 centime par litre d'essence et de diesel des automobilistes. La Fondation contribue de façon significative à ce que la Suisse puisse tenir ses engagements fermes en matière d'émissions, contrairement à d'autres Etats.

Shops de stations-service la nuit: appréciés des consommateurs, proscrits officiellement

Au milieu de la récession économique persistante, le seco (Secrétariat d'Etat à l'économie) surprend en lançant une action inconsidérée visant la diminution des emplois: les shops de stations-service doivent rester fermés entre 01 h 00 et 05 h 00, même s'ils répondent à un besoin justifié.

Dans le canton de Zurich, nommément dans l'agglomération zurichoise et Winterthur, on compte huit shops de stations-service ouverts continuellement durant 365 jours. A cela s'ajoute une bonne douzaine de shops de stations-service répartis le long des autoroutes suisses, qui sont ouverts 24 heures sur 24, toute l'année ou durant la saison touristique.

La nuit, la clientèle des shops d'autoroutes se compose le plus souvent de touristes en transit national et international. Les expériences dans les shops de stations-service zurichoises montrent l'image de nombreuses personnes en activité, mais aussi des noctambules qui profitent au lever du jour de l'assortiment clair de ces minimagasins. Un petit nombre de ces stations – la Suisse en compte plus de 1200 avec shops – sont ouvertes en continu. Il n'y a jamais eu et il n'y a pas de problèmes dans ces shops.

La machine administrative se met en route...

A la fin de 2005, le peuple suisse a approuvé la libéralisation des heures d'ouverture des commerces dans les centres de transports publics (gares, aéroports). Les syndicats désavoués ont alors revendiqué publiquement la stricte observation des prescriptions dans le respect de la protection des employés. Ils se sont alors tournés vers les shops de stations-service 24 heures sur 24, qui en raison d'une modification de l'ordonnance 2 de la loi sur le travail datant de l'an 2000, se sont retrouvés dans une zone d'ombre. Involontairement, comme il convient d'ajouter, les autorités fédérales ignoraient à ce moment-là l'existence des quelques shops 24 heures sur 24, raison pour laquelle ce point n'a pas été discuté lors de la révision. Il n'en demeure pas moins qu'en 2006, les shops 24 heures sur 24 se sont trouvés dans le collimateur des syndicats et plus tard des autorités. Alors que ces derniers ne se sont plus manifestés depuis lors, les autorités de la ville et du canton de Zurich, ainsi que de la Confédération planchent maintenant sur la question avec ténacité. Depuis plus de deux ans, on cherche une solution, notamment au niveau fédéral. Malheu-



L'assortiment des shops de stations-service, ouverts la nuit, est apprécié en ville aussi bien des personnes en activité que des noctambules et, sur les autoroutes, également des touristes.
Illustration: B. Murer, © UP

reusement en vain. L'affaire a atteint provisoirement son point culminant juste avant Noël 2008, quand le seco, a ordonné aux huit shops de stations-service zurichoises de fermer les magasins entre 01 h 00 et 05 h 00, ou plus précisément de ne plus occuper d'employés durant ce laps de temps.

... au grand regret des consommateurs et des employés des shops

L'attitude du seco surprend d'autant plus que la Confédération a aussi reconnu expressément les besoins locaux des consommateurs. Toutefois, le critère appliqué ici pour l'octroi d'une autorisation de 24 heures ne repose pas sur les besoins zurichoises, mais sur les besoins des consommateurs de toute la Suisse. Il est pour le moins évident, et non surprenant, que les habitudes de consommation dans l'agglomération de Zurich diffèrent de celles du Jura, par exemple. L'attitude du seco donne aussi l'impression d'irréalisme, dès lors que les shops peuvent continuer d'occuper des employés, pour autant qu'ils disposent d'un espace bistrot (ce qui est le cas de la plupart des installations 24 h). C'est pourquoi l'espace shop devrait être fermé entre 01 h 00 et 05 h 00, ce qui serait non seulement difficile sur le plan technique, mais encore incompréhensible pour la plupart des clients.

Entre-temps, la décision du seco a été contestée par les propriétaires de stations. De son côté l'UP mettra tout en œuvre afin d'aboutir à une solution satisfaisante pour tous les participants.

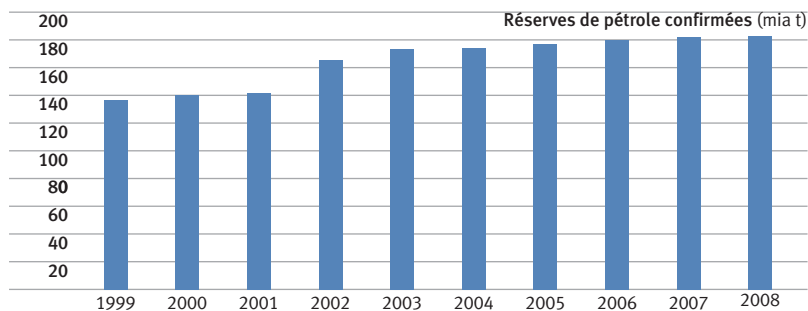
Réserves de pétrole, production et raffinage – trois augmentations

Selon les relevés statistiques de Oil & Gas Journal¹, les réserves confirmées de pétrole ont augmenté dans le monde, de 0,8% en 2008 par rapport à 2007, et durant la même période, la production de pétrole a augmenté de 1,1%. Il en résulte une portée des réserves de 50 ans environ. Les raffineries ont étendu leurs capacités de distillation de pétrole brut de 0,3%.

A la fin de 2008, les réserves confirmées de pétrole atteignaient 183 milliards de tonnes. Il s'agit là de gisements prouvés exploitables de façon rentable avec la technologie existante, dans les conditions cadres actuelles. Douze Etats de l'OPEP² en détiennent 70,3%.

Réserves de pétrole

Les plus grandes réserves confirmées de pétrole résultent notamment d'une nouvelle évaluation des gisements de Libye et du Venezuela. En conséquence, la Libye dispose actuellement de 5,96 milliards de tonnes de pétrole, ce qui représente un accroissement de 5,3% par rapport à 2007. Les chiffres des autres Etats producteurs africains demeurent inchangés, hormis de petites augmentations pour l'Angola et la



Evolution globale des réserves de pétrole confirmées.
Source de données: Oil & Gas Journal, 22 décembre 2008.

Tunisie. Les réserves de pétrole d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud ont augmenté de 3,6% pour atteindre 45,4 milliards de tonnes. Le Venezuela a fourni la contribution la plus importante avec un plus de 1,7 milliard de tonnes; à la fin de 2008, il disposait globalement de 13,6 milliards de tonnes de réserves. Ces dernières se composent de 41% de pétrole traditionnel et d'environ 59% de pétroles bruts lourds. Avec une part de 19,7%, l'Arabie saoudite occupe le premier rang parmi les pays disposant des plus grandes réserves confirmées, suivie du Canada (13,3%), Iran (10,1%), Irak (8,6%), Koweït (7,6%) et Venezuela (7,4%).

1 Oil & Gas Journal, 22 décembre 2008
2 Etats OPEP: Algérie, Angola, Equateur, Irak, Iran, Qatar, Koweït, Libye, Nigeria, Arabie saoudite, Venezuela, Emirats Arabes Unis

Production de pétrole

En 2008, 867 853 forages ont produit à l'échelle mondiale environ 10 millions de tonnes de pétrole par jour, ce qui équivaut à un accroissement de volume de 1,1% par rapport à l'année précédente. Les pays de l'OPEP ont augmenté encore plus leur production (+3,8%), avec une part de 44% à la production mondiale.

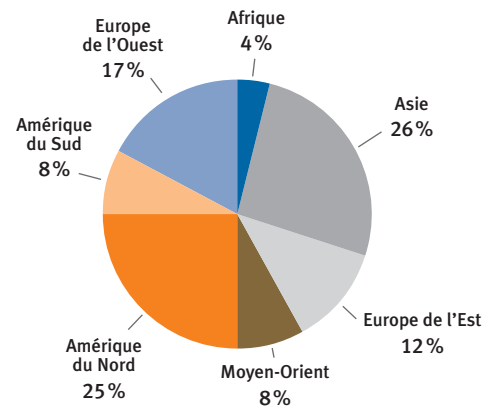
Pour la première fois depuis 10 ans, la Russie accuse une diminution de sa production de 0,7%. Pourtant, elle reste le plus grand fournisseur de pétrole avec une production de 1,3 million de tonnes par jour. Les plus grands producteurs suivants sont: Arabie saoudite (1,2 mio. t/j), Etats-Unis (0,7 mio. t/j), Iran (0,5 mio. t/j), Chine (0,5 mio. t/j) et Mexique (0,4 mio. t/j).

Capacités de raffinage

Les 655 raffineries dans le monde disposaient à la fin de 2008 d'une capacité journalière de distillation de brut de 11,7 millions de tonnes. Cela représente



Installation de craquage de la raffinerie de Collombey.
Illustration: UP



Répartition régionale des capacités de raffinage (distillation) d'un total de 11,7 millions de tonnes par jour. Source de données: Oil & Gas Journal, 22 décembre 2008.

41 000 t/j de plus qu'il y a un an encore. Environ 90% de cet accroissement revient à l'Asie, particulièrement la Chine où, à Qingdao, la seule nouvelle raffinerie dans le monde a été mise en service avec une capacité de traitement de 27 300 t/j.

Au cours des 10 dernières années, une centaine de raffineries, pour la plupart plus petites, ont fermé principalement pour des raisons de rendement d'exploitation. On note une tendance générale vers des installations plus grandes et plus complexes. Les deux facteurs accroissent la rentabilité d'une raffinerie. Des installations complexes bénéficiant par exemple de procédés de craquage, de reformage et de désulfuration, permettent d'améliorer le rendement de la production des produits à forte demande, comme les produits légers (essence) et les distillats de densité moyenne (kérosène, diesel, mazout). Ces procédés permettent en outre de répondre aux exigences croissantes de la technique des moteurs et de l'écologie en ce qui concerne la qualité du produit.

Produits pétroliers 2008: progression des ventes

Les ventes des principaux produits pétroliers en Suisse ont atteint en 2008, 11,1 millions de tonnes, ce qui équivaut à une augmentation de 7,2% par rapport à l'année précédente. De ce volume, 6,98 millions de tonnes concernent les carburants et 4,16 millions de tonnes les huiles de chauffage, extra-légère (mazout) et huile lourde.

Alors que les ventes globales de carburants ont continué de progresser de 3,2% (2007: +2,2%), l'augmentation des ventes de mazout de 14,7% n'ont pas compensé la baisse des ventes de mazout de l'année précédente de 26,8%.

Tendance négative pour l'essence...

Comme au cours des années précédentes déjà, la tendance à la baisse des ventes d'essence s'est poursuivie: 3,38 millions de tonnes, soit 2,2% de moins qu'en 2007. Cette évolution résulterait de l'amélioration du rendement énergétique des moteurs et de la diminution de l'attrait pour les étrangers de faire le plein en Suisse du fait de l'affaiblissement, au second semestre, de l'euro par rapport au franc suisse. Contrairement aux années précédentes, la part des voitures diesel aux ventes globales de voitures de tourisme neuves n'a pas progressé et n'a joué qu'un rôle marginal.

... compensée par des ventes plus élevées de diesel

Les ventes de carburant diesel ont tout de même progressé de 9,9% en 2008, pour atteindre 2,19 millions de tonnes. La raison principale devrait résider dans la conjoncture restée vigoureuse au cours du premier semestre. L'industrie du bâtiment et les transports publics constituent les gros consommateurs de diesel. Le ralentissement économique et la relation des prix plus défavorable aux frontières de la Suisse ont entraîné un net recul du boom des ventes de diesel dans le second semestre; l'augmentation des ventes de diesel n'a atteint que 5% environ par rapport à 2007.

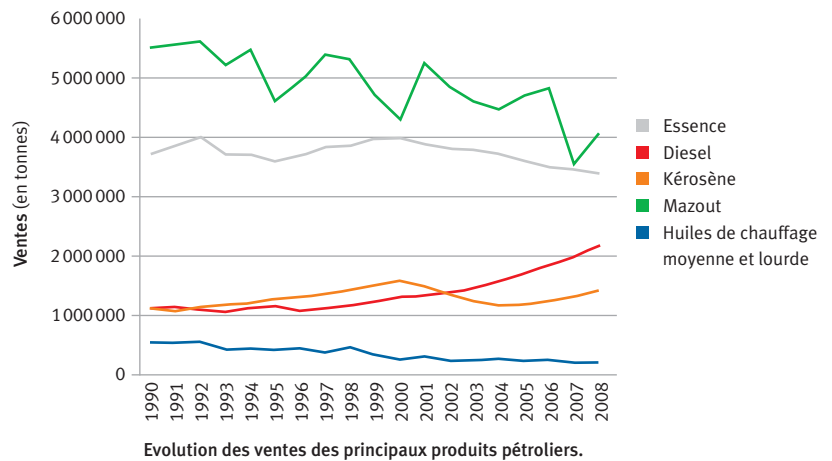
Un plus aussi pour le kérosène

L'accroissement du trafic aérien sur les aéroports de Zurich et de Genève a engendré une augmentation de 7% des ventes de kérosène qui totalisent 1,41 million de tonnes, ce qui correspond au niveau de 1998.

Redressement des ventes de mazout

Après l'effondrement des ventes de 26,8% au cours de l'année précédente, les ventes de mazout se sont redressées en 2008 pour atteindre 4,16 millions de

tonnes. Cette augmentation de 14,7%, résultant de la chute massive des prix du mazout au second semestre, n'a que partiellement compensé les pertes de l'année précédente. Cette compensation incomplète allié à un temps plus froid (nombre des degrés jours: +7,9%) a réduit le taux de remplissage des citernes au niveau bas de 30,3% (année précédente: 34,7%). Les prix toujours attractifs et les températures basses persistantes devraient continuer à stimuler le commerce des combustibles en ce début de 2009.



P.P.
8045 Zurich

insidespots

Prudence lors du stockage de pellets

Les pellets (granulés de bois) sont fabriqués de sciure, de copeaux de bois moulus et d'écorces d'arbre et d'un complément de fécule de maïs, sous haute pression, utilisée comme liant. Selon le communiqué du Centre suisse d'information toxicologique (www.toxi.ch), le stockage de pellets dégage du monoxyde de carbone (CO), un gaz mortel, inodore et invisible. Ces gaz se dégagent lors du séchage du bois par processus naturel de désintégration. En raison de cet état de fait et d'un cas récent d'intoxication, il est recommandé de veiller à une aération adaptée des silos de granulés de bois, et de les fermer hermétiquement à côté des habitations ou des lieux de travail. Avant d'entrer dans les silos, il est impératif de les aérer.

Nouvelles stations-service avec vente de gaz liquéfié en Suisse

A la fin de 2008, le réseau suisse ne comptait que 28 stations distribuant du gaz liquéfié (GPL, Autogas). Cela correspond toutefois à une augmentation de 56% en l'espace de 12 mois. Les stations se trouvent le long de l'axe Saint-Gall-Zurich-Berne-Lausanne-Genève, mais aussi en Suisse centrale, dans la région de Thoun et Interlaken, ainsi que dans le canton du Tessin. Une liste des stations GPL figure sous www.autogas-suisse.ch.

Depuis le 1^{er} juin 2008, l'impôt sur les huiles minérales, prélevé sur le gaz liquéfié et le gaz naturel, a été réduit de 40 centimes par litre d'équivalent d'essence, ce qui rend ce carburant particulièrement intéressant pour les automobilistes attentifs au prix et aussi pour ceux respectueux de l'environnement. Car le gaz liquéfié engendre moins de CO₂ et d'émissions polluantes que l'essence.



Les stations GPL en Suisse.

Détails sur www.autogas.suisse.ch.

Illustration: © www.autogas.suisse.ch